



CHÂTEAUGIRON
COMMUNE NOUVELLE DE CHÂTEAUGIRON, OSSÉ ET SAINT-AUBIN DU PAVAIL

Débit de boissons temporaire
3^{ème} Catégorie

23-ADB-053

ARRETE DU MAIRE

Le Maire de Châteaugiron,

Vu l'article L. 2 212 - 1 et suivants du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 3 334 - 2 du Code de la Santé Publique,

Vu l'arrêté municipal N° 21-V-272,

Vu la demande d'autorisation d'ouverture temporaire d'un débit de boissons en date du mardi 27 juin 2023, présentée par Monsieur Mickael DUBOIS, agissant au nom du palet castelgironnais, à l'occasion d'un concours de palets qui se déroulera sur le terrain de football ou à la salle de la Gironde en cas de mauvais temps à Châteaugiron, le mardi 01 août 2023 de 08h00 à 23h00

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer le bon ordre, la sûreté et la tranquillité publique,

ARRETE:

ARTICLE 1:

Monsieur Mickael DUBOIS est autorisé à ouvrir un débit de boissons temporaire de 3^{ème} catégorie, à l'occasion d'un concours de palets qui se déroulera sur le terrain de football ou à la salle de la Gironde en cas de mauvais temps, le mardi 01 août 2023 de 08h00 à 23h00.

A charge pour lui de se conformer à toutes les prescriptions légales et réglementaires relatives à la tenue et à la police des débits de boissons.

ARTICLE 2 :

Monsieur Mickael DUBOIS engage sa responsabilité pénale en cas de troubles liés à l'ébriété de personnes sur la voie publique.

Il est rappelé qu'il est interdit de servir des boissons alcoolisées aux mineurs.

Tout manquement au présent arrêté sera puni conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3 :

Le présent arrêté sera transmis pour exécution chacun en ce qui le concerne :

Au Directeur Général des Services de la commune de Châteaugiron.

Au Commandant de la Communauté de Brigades de Gendarmerie de Châteaugiron.

A la Police Municipale de Châteaugiron.

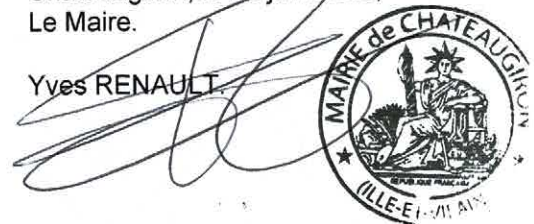
Le présent arrêté sera :

- affiché en Mairie
- affiché sur la voie publique,
- publié au recueil des actes administratifs.

Châteaugiron, le 27 juin 2023,

Le Maire.

Yves RENAULT



Le présent arrêté, à supposer qu'il fasse grief, peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rennes dans les deux mois qui suivent son entrée en vigueur ou d'un recours gracieux auprès de la Commune, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois.